

JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

GASTON CADOUX

La prospérité économique de l'Allemagne

Journal de la société statistique de Paris, tome 57 (1916), p. 125-141

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1916__57__125_0

© Société de statistique de Paris, 1916, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques
<http://www.numdam.org/>

II

LA PROSPÉRITÉ ÉCONOMIQUE DE L'ALLEMAGNE

SA « PLACE AU SOLEIL » ET LA GUERRE

Le rêve pangermanique. — On ne proclamera jamais trop, à mon avis, les faits précis démontrant la fausseté des allégations au moyen desquelles les pangermanistes ont perverti la mentalité allemande.

Jamais les économistes et les statisticiens ne dénonceront trop hautement les mensonges accumulés pour faire croire à la masse des Allemands que l'Empire était acculé à l'*impérieuse nécessité de combattre pour obtenir sa place au soleil*, de rompre par la force des armes un encerclement politique et économique devenu insupportable, de conquérir les territoires, en Europe et dans les colonies, devenus indispensables à l'existence de trop nombreuses populations.

La série de fables imaginées pour justifier la guerre doit être réfutée pour les neutres non informés à présent, et, plus tard, après le triomphe de notre juste cause, pour les Allemands eux-mêmes. Car, si nous pouvons espérer que le mensonge, véritablement trop grossier, d'une agression préméditée des nations de la Triple Entente contre la paisible Germanie ne résistera pas à l'examen de nos ennemis eux-mêmes, quand ils connaîtront enfin les actes des Empires allemand et autrichien qui ont déchaîné les hostilités, nous devons redouter qu'un trop grand nombre d'Allemands n'admettent alors, comme excuse de l'attaque injustifiable des Austro-Allemands, cette soi-disant nécessité de faire, par la violence, à la laborieuse Allemagne « sa place au soleil ».

Pour montrer qu'elle avait cette place au soleil avant la guerre, j'ai réuni un certain nombre de données statistiques, tirées en totalité de publications allemandes. Ces chiffres fourniront, je le crois, l'irréfutable démonstration de la fausseté des affirmations des pangermanistes, que les gouvernants ont fini par prendre à leur compte.

C'est la répétition inlassable de ces allégations pangermanistes qui a fini par persuader les masses de la nécessité de conquérir pour les Allemands leur place au soleil, qui les a amenées au parti de la guerre.

Au début des menées pangermanistes, Bismarck et le groupe politique des fondateurs de l'Empire avaient tenté de résister à leurs injonctions, de réagir contre leur dessein de dominer les gouvernants, en s'appuyant sur une opinion publique par eux préparée.

Mais l'instinctive répulsion des fondateurs de l'Empire allemand contre ces surenchères ne pouvait maintenir longtemps le pouvoir hors des atteintes des pangermanistes après leurs succès électoraux sur les socialistes avec lesquels l'Empereur avait inutilement fleureté. Tout le système d'éducation, issu de l'éveil du patriotisme allemand, et édifié par les universités, foyers

toujours actifs de patriotisme, est resté imprégné de l'esprit de Kant, proclamant la supériorité de la volonté sur l'intelligence, de Fichte, répudiant ses anciennes théories de patriotisme européen pour demander à une mâle éducation la régénération de la nation allemande, de Stein et de Gneisenau, de Scharnhorst et du fondateur de l'Académie militaire de Berlin, Clausewitz. Tout ce système d'éducation poussait l'ensemble de la nation vers les pan-germanistes, surtout depuis une cinquantaine d'années.

Les écoles allemandes, dans ce dernier demi-siècle, ont voulu remplacer les rêveurs et les poètes par des hommes positifs, affamés de bien-être matériel et libérés de cette sentimentalité qui faisait le charme de l'ancienne Allemagne. En même temps qu'une technique avisée, s'emparant des découvertes de tous les pays, industrialisait la science allemande, l'école et les associations d'anciens militaires exaltaient à tout propos la vanité native des bourgeois et surtout l'orgueil des hobereaux. Chaque étudiant, si mince que fût son bagage intellectuel, s'est tenu, dans les trente dernières années, pour un surhomme, futur dominateur du monde. Les familles nombreuses de hobereaux, généralement restées étrangères aux affaires, s'agrippaient de leur médiocrité, sentant, plus ou moins confusément, que l'expansion économique de l'Allemagne, enrichissant les bourgeois et émancipant les travailleurs, menaçait, par l'évolution démocratique, conséquence de cette prospérité économique, l'antique suprématie de leur caste agrarienne et militaire. Elles se désolaient de l'insuffisance de plus en plus pénible des revenus de leurs domaines ruraux et s'indignaient de la diminution d'influence du clan des officiers nobles. La guerre devait relever leur prestige.

Cet état d'esprit a été naïvement exposé dans une lettre, adressée par un noble allemand à l'un de ses amis habitant la Roumanie. Le journal *Adververul* l'a publiée, dans son numéro du 8/21 août 1915, en accompagnant sa publication de *fac-similés* reproduisant certaines parties de cette curieuse épître. L'auteur, Karl von H..., écrit notamment : « Nous ne pouvons rien perdre par la guerre, au contraire, nous avons tout à gagner... Nous allons être les maîtres du monde. Toutes les chimères et les bêtises, comme la démocratie, seront chassées de l'univers pour un temps indéfini... En fin de compte, nous avons à purger notre propre pays de toutes les idées révolutionnaires, afin que notre noblesse puisse recouvrer sa splendeur, sa puissance et son autorité anciennes... »

C'est ce clan militaire, uni aux agrariens dont il émane, qui constitua le parti de la guerre dans un esprit de conquête. Ce parti fut, au début, tenu en défiance par les libéraux et les socialistes; il devint puissant quand il eut pour chef le prince héritier, de médiocre intelligence, mais de vanité insatiable et que ni les sentiments de famille ni les scrupules n'embarrassaient guère.

Tout en abaissant son idéal vers des buts réalistes et utilitaires, le système d'éducation, que l'influence prussienne imposa partout en Allemagne, suscita une sorte de croyance mystique en la prédestination de la race allemande. Cette conception, favorisée par les dispositions ataviques au merveilleux et par l'empreinte de la Bible sur les luthériens, est pourtant récente. Elle s'est nourrie surtout des paradoxes de l'*Essai sur l'Inégalité des Races humaines*,

de Gobineau, qui, édité d'abord en 1853-1855, passa alors presque inaperçu et ne devint célèbre, en Allemagne même, qu'après sa mort, vers 1884, et de *La Théorie du Surhomme*, de Nietzsche, qui fut propagée vers la même époque, sans que la perte de la raison de cet écrivain, en 1889, ait amoindri son succès.

C'est ainsi que chaque Allemand formé par les universités se croit un surhomme et tient pour évident que l'Allemagne est la nation élue, son peuple, le peuple-roi.

Il eût semblé hasardé (et surtout ridicule) de professer de telles idées avant la création de l'Empire.

Les guerres de 1866 et de 1870-1871 leur préparèrent les voies. Une propagande tenace, qui dure depuis trente ans, donna crédit à tel point à cette notion, à cette foi en la supériorité physique, intellectuelle et morale de la race allemande, la rendit si générale, qu'elle put être exploitée comme moyen de gouvernement. L'Empereur y fit d'abord des allusions timides, invoquant pour la fonction impériale une sorte de mission divine, vaguement analogue au sacerdoce des rois-prophètes d'Israël; puis ne craignit pas de se proclamer ouvertement chargé en personne par le « vieux Dieu allemand » de conduire les peuples de l'Empire au combat, afin que la race élue assurât la rénovation de l'univers, après l'avoir conquis et subjugué.

Ces extravagances eussent soulevé par toute l'Allemagne une hilarité générale à l'époque de Heine et même aux temps de Schiller et de Goethe. Le chantre de Guillaume Tell et de Jeanne d'Arc, après avoir splendidement glorifié le patriotisme des Suisses et celui des Français, s'était écrié :

« *Vous espérez en vain, Allemands, former une nation. Contentez-vous d'être humains.* » Le calme olympien de l'auteur de *Faust* tenait pour fantaisies de diplomates les idées de réunion en une nation unique des éléments disparates de la vieille Allemagne. La brutale énergie de la Prusse a réalisé cependant cette unité et agrégé, de force ou de bonne volonté, des duchés, principautés et royaumes que la politique traditionnelle de l'Autriche n'avait jamais voulu souder en un tout homogène. Et le troisième empereur allemand, enivré de sa situation prééminente, a pu croire que tout lui serait possible, en exaltant l'instinct guerrier de ses millions de sujets, en les enivrant, à leur tour, d'un orgueil colossal.

Par les écoles et par les casernes l'élément prussien, essentiellement brutal et réactionnaire, a fait revivre, en plein vingtième siècle, l'esprit dur et dominateur de l'ordre teutonique, après qu'il eut étouffé, par son influence politique, assise sur un système électif excluant la masse des travailleurs, les aspirations démocratiques et humanitaires de 1848. Les Prussiens ont ainsi dressé l'ensemble des Allemands contre l'Europe, en décrétant qu'ils constituaient, comme race élue et supérieure, un peuple-roi, dont l'Empereur est le prophète.

S'il est difficile de comprendre comment une telle régression a pu s'opérer dans le cerveau des libéraux allemands, il est inexplicable qu'une conception, frappant d'excommunication tout homme qui n'est pas véritablement d'origine germanique, soit acceptée par les nombreux sémites, artisans principaux de l'expansion économique de l'Empire, aussi bien que par l'ensemble

des peuples austro-hongrois, où, sur 51.500.000 habitants, 11.740.000, *soit à peine un quart*, représentent l'élément ethnique allemand.

Laissons aux études des philosophes, et surtout des médecins spécialistes des affections mentales, l'examen de cette redoutable folie collective et revenons modestement à notre tâche de simple statisticien.

* * *

Les faits démographiques et économiques, résumés dans les statistiques allemandes que nous allons examiner, mettent en pleine lumière une vérité, d'ailleurs évidente : le rapide et merveilleux développement de l'Allemagne au cours des trente années qui précédèrent son agression. Leur constatation : de l'accroissement de la population — attachée au sol natal ou émigrée, — de l'élévation des salaires, de l'augmentation de l'épargne, de la prospérité admirable des entreprises industrielles, commerciales, maritimes et financières, ne constituera-t-elle pas la négation irréfutable de la prétendue oppression des pacifiques Germains par l'envieuse Angleterre, la turbulente France et la barbare Russie?

Ces succès ininterrompus ne montrent-ils pas que l'homme d'affaires allemand avait su conquérir une des meilleures places au soleil?

En réalité, partout dans le vaste monde : dans l'Amérique du Nord et du Sud, en Afrique, en Asie, dans la partie orientale de l'Europe et même chez ces peuples qu'ils accusent de vouloir leur ravir leur place, les Allemands avaient pu s'installer librement, faire prospérer leurs entreprises et trouver l'écoulement de leur grandissante production. Partout on a vu s'implanter leurs essaims prolifiques, évinçant insidieusement les uns, rachetant ou absorbant les autres, formant en peu d'années des groupes si puissants que nombre de commerces, d'industries, de banques et d'entreprises maritimes anglais, français, belges ou russes se sentaient sous la menace d'expropriation pour cause d'expansion allemande.

* * *

Importance relative de la race allemande. — Quand on examine objectivement, en dehors des considérations du droit et de la morale, en regard de l'importance numérique des diverses races composant les peuples européens, la prétention des Allemands de l'Empire à la suprématie en Europe (prélude de leur domination du monde), on constate que, si prolifique soit-elle, la race allemande est en sensible minorité. Cette infériorité numérique existe non seulement par rapport à l'ensemble des autres races, mais aussi par comparaison avec quelques-unes considérées isolément.

Cette première constatation montre que la prétention à l'hégémonie s'appuie non sur une supériorité numérique, attestant tout au moins une vitalité supérieure à celle des autres nations de l'Europe, mais simplement sur une injustifiable vanité de caste et de race.

En effet, d'après l'Atlas universel de A.-L. Hickmann, sur un total de 423 mil-

lions d'Européens, les races purement allemandes ne figuraient en 1910 que pour 73 millions, soit pour 17,25 %. Si infatué qu'il soit de sa supériorité sur le Slave, le Grec, le Latin et autres misérables races dégénérées, le groupe allemand ne peut espérer qu'il imposera sa suprématie aux 350 millions d'hommes des autres races sans provoquer une certaine opposition. Leur résistance, dictée par l'instinct de conservation, sera plus ou moins gênée par le fait que quelques nations sont gouvernées non par des dynasties nationales, mais par des princes issus d'Allemagne et apparentés à la famille impériale; mais cette résistance des peuples s'accroîtra d'autant plus que les actes des armées allemandes et des oppresseurs allemands des populations sous le joug, connus et divulgués, apparaîtront comme de plus cyniques violations des traités, garantie des droits des peuples, et comme l'absolu mépris des conventions internationales, garantie du droit des gens. Et quoi qu'entreprendront les Allemands, ils ne pourront pas faire qu'il n'y ait en Europe que 17,25 % d'Allemands contre 82,75 % d'autres populations.

Voyons maintenant si les statistiques allemandes — nous insistons sur cette origine de nos renseignements — montrent, dans les mouvements de la population de l'Empire, dans les résumés chiffrés de son activité commerciale, industrielle, maritime et financière, la marque de l'oppression économique qui aurait, dans le passé, empêché le peuple allemand d'occuper sa place au soleil.

Mouvements de la population. — En 1910, d'après *Les Forces économiques de l'Allemagne*, étude très intéressante publiée, à l'occasion du quarantième anniversaire de sa fondation, par un des plus importants établissements financiers berlinois, la *Dresdner Bank*, voici quelle était la situation comparative de l'Allemagne, de la Grande-Bretagne et Irlande et de la France pour le mouvement de la population de 1875 à 1910.

	Superficie en kilomètres carrés	Population	Accroissement de 1875 à 1910	Excédent des naissances en 1910
	—	— Milliers	— Pour 100	— Pour 1,000
Allemagne	540.858	64.926	52	13,6
Grande-Bretagne et Irlande	313.607	44.902	37	11
France	536.463	39.600	8	1,8

Certains économistes allemands ont pu déduire, du taux élevé d'accroissement de la population de l'Empire de 1875 à 1910, que l'Allemagne était menacée de surpopulation. La preuve que cette déduction est mal fondée nous est fournie par plusieurs faits. En premier lieu, le ralentissement très marqué de l'émigration; en second lieu, l'emploi, par l'agriculture et l'industrie, d'une très importante main-d'œuvre étrangère; en dernier lieu, le mouvement, véritablement infime, vers les colonies allemandes.

L'émigration. — D'après l'édition de 1911 de l'Atlas d'A.-L. Hickmann, sur 100.000 habitants il en émigra *annuellement* en moyenne, au cours des dix dernières années : 1.960 d'Irlande, 610 d'Écosse et 450 d'Angleterre, 700 d'Italie, 610 de Norvège, 530 du Portugal, 460 de Suède, 420 d'Espagne, 250 du Danemark, 160 de la Suisse, 138 de l'Autriche-Hongrie, 94 de l'Allemagne, 50 des Pays-Bas et 22 de la France.

Suivant ce même document, alors que 1.362.400 Allemands ont émigré d'Europe de 1880 à 1890, il n'y en a eu que 530.000 de 1890 à 1900, tandis que, pour l'Autriche-Hongrie, il y a eu 428.600 émigrants de 1880 à 1890 et 650.000 de 1890 à 1900; pour l'Italie, 652.900 émigrants de 1880 à 1890 et 2.265.000 de 1890 à 1900; pour l'Espagne, 367.500 émigrants de 1880 à 1890 et 756.300 de 1890 à 1900. En 1912, le nombre des émigrants allemands n'a été que 18.500. On sait les facilités que rencontrent les Allemands pour s'installer aux États-Unis. Or, le mouvement allemand vers la grande République Nord-Américaine, qui s'est chiffré par 1.232.000 émigrations de 1881 à 1890, s'est abaissé à 32.310 de 1891 à 1900.

Cette diminution de l'émigration allemande n'est-elle pas un indice certain que l'Allemagne ne souffrait nullement, au cours de la période qui a précédé la guerre, ni de surpopulation ni d'une gêne économique de sa classe ouvrière?

Le recours aux étrangers. — On sait que l'agriculture et l'industrie allemandes ont pris l'habitude d'employer temporairement chaque année d'assez forts contingents d'ouvriers et de manœuvres étrangers. Ces auxiliaires, leur « saison » terminée, retournaient en Pologne russe, en Autriche, en Italie, en Belgique, sans que les recensements ou les statistiques conservassent trace de leurs mouvements périodiques. Mais on a évalué au-dessus de 700.000 les ouvriers agricoles régulièrement occupés sur les grands domaines de l'Est, et dont les propriétaires ont maintes fois déclaré, quand la Russie a eu des velléités de s'opposer à ces migrations, ne pouvoir plus se passer. Je ne connais pas d'évaluation des ouvriers industriels étrangers.

D'après le recensement de 1910, le nombre des étrangers habitant l'Allemagne était de 1.259.873. Il n'était en 1905 que de 1.028.560, et seulement de 778.737 en 1900. Voilà encore une contre-indication d'un état de surpopulation et de gêne économique due à la surpopulation acquise ou prochaine.

La population allemande du domaine colonial. — Suivant l'*Annuaire statistique de l'Empire allemand* édité par l'Office impérial de Statistique pour 1914, nous avons établi quelle était, à cette date, la situation du domaine colonial, alors que la population de l'Empire était de 67.812.000 habitants.

Cette situation se trouve résumée dans le tableau de la page suivante.

On voit, par ces constatations des documents officiels, que l'effort allemand de colonisation, bien que remontant à trente ans, n'avait encore attiré, dans les colonies remontant à 1884-1885, que 19.108 Allemands en 1914.

La faiblesse d'une telle population coloniale est d'autant plus remarquable que ces anciennes colonies allemandes obtenaient, au point de vue de leur réussite matérielle, de très bons résultats. Il n'est pas moins démonstratif de voir qu'à Kiao-Tchéou, où les Allemands avaient dépensé d'énormes capitaux en vue d'en faire un très important centre industriel et commercial, l'élément allemand ne comptait que 4.256 coloniaux (1).

(1) L'expansion coloniale comptait si peu dans la politique de l'Allemagne de 1870 à 1900 que ce ne fut qu'après 1906 qu'un office indépendant colonial fut créé dans l'administration impériale. Peu d'étrangers savent, et peu d'Allemands se souviennent, sans doute, que le premier sous-secrétaire d'État colonial, le Dr Dernburg, n'a été nommé qu'en 1907.

DÉSIGNATION DES COLONIES allemandes	DATE DE PRISE de possession ou de protectorat	SUPERFICIE en kilomètres carrés	POPULATION totale en 1913	POPULATION blanche y compris la population allemande	POPULATION allemande
Est africain	1885	995.000	7.661.000	5.896	4.107
Cameroun	1884	790.000	2.651.000	1.871	1.648
Togo	1884	87.200	1.032.000	368	320
Sud-Ouest africain	1884	835.100	81.400	14.830	12.292
Nouvelle-Guinée	1884	240.000	602.000	968	746
Carolines (avec les îles Palaos et Ma- rianes et les îles Marshall)	1889	2.476		459	259
Îles Samoa	1900	2.572		544	329
Kiao-Tchéou	1897	552	190.000	4.470	4.256
TOTAUX		2.952.900	12.255.400	28.846	25.952

S'il y avait eu simplement menace de surpopulation, croit-on que l'exode vers les colonies nouvelles, où les situations avantageuses s'offraient nombreuses, se fût limité à un total de moins de 24.000 Allemands; et quelle signification peut avoir un aussi petit total par rapport à une population de 67.812.000 habitants que possédait alors l'Allemagne?

* * *

On pourrait objecter aux divers indices que nous venons d'examiner que, se référant aux mouvements de la population, ils ne démontrent pas, d'une manière suffisamment concluante, que la masse laborieuse allemande ne ressentait pas, de la double influence du rapide accroissement de la population et de l'antagonisme de rivaux puissantes, une gêne persistante, de plus en plus accentuée jusqu'à devenir vraiment intolérable.

Pour répondre à cette observation, voyons donc à présent, à l'aide des statistiques officielles impériales, si le nombre des sujets allemands tirant leurs moyens d'existence du commerce et de l'industrie a augmenté, au cours de la période que nous considérons, non seulement d'une façon absolue, mais encore par rapport aux accroissements de la population de l'Empire.

Rapport entre le nombre des travailleurs allemands occupés et la population de l'Empire. — En 1882, l'Annuaire statistique officiel a constaté l'existence en Allemagne de 3.005.457 entreprises industrielles et commerciales, occupant 7.340.789 personnes, pour une population totale d'environ 45.700.000 habitants.

En 1895, on relève 3.144.977 entreprises, faisant vivre 10.269.269 personnes, sur une population recensée de 52.280.000 habitants.

En 1907 (date du dernier relevé officiel connu), il y avait 3.448.378 entre-

prises industrielles et commerciales, occupant ensemble 14.435.922 personnes; pour une population qu'on peut évaluer, en se basant sur le recensement de 1905, à 60.700.000 habitants.

Je pense que ces constatations démontrent que le nombre des travailleurs occupés normalement en Allemagne par l'industrie et le commerce n'a pas simplement progressé d'une façon remarquable au cours de ces vingt-cinq ans, mais que ce nombre s'est élevé sensiblement plus que celui des habitants au cours de tout ce quart de siècle.

Le tableau suivant, établi par nous à l'aide des relevés de l'Annuaire de statistique de l'Office impérial, permet de voir comment se répartissaient, entre la petite, la moyenne et la grande industrie et entre les divers groupes de professions, les travailleurs allemands en 1882, 1895 et 1907.

ANNÉES	PETITE INDUSTRIE (de 1 à 5 personnes)		MOYENNE INDUSTRIE (de 6 à 50 personnes)		GRANDE INDUSTRIE (au-dessus de 50 personnes)		SITUATION GÉNÉRALE des industries		OBSERVATIONS
	Nombre des exploitations	Nombre des personnes	Nombre des exploitations	Nombre des personnes	Nombre des exploitations	Nombre des personnes	Nombre total des exploi- tations	Nombre total des personnes occupées	
1882.	2.882.768	4.335.822	112.715	1.391.720	9.971	1.613.217	3.005.457	7.340.789	Population (1880) : 45.236.000.
1895.	2.934.723	4.770.669	191.301	2.454.333	18.953	3.044.267	3.141.977	10.269.269	Population recensée : 52.280.000.
1907.	3.146.134	5.383.233	270.122	3.688.838	32.122	5.363.851	3.448.378	14.435.922	Population (1906) : 60.641.000.
RÉPARTITION PAR GROUPES DE PROFESSIONS									
I. Horticulture. — Élevage et pêche.									
1882.	30.673	51.437	1.183	11.422	30	4.559	31.886	67.418	Par rapport à 1882, le nombre des personnes em- ployées en 1907 a aug- menté de 86.693.
1895.	39.698	70.091	2.571	25.853	52	7.184	42.321	103.138	
1907.	49.200	96.378	3.970	40.820	146	16.913	53.316	154.111	
II. Industrie (y compris mines et entreprises de construction).									
1882.	2.175.857	3.270.404	85.001	1.109.128	9.481	1.554.131	2.270.339	5.933.663	Par rapport à 1882, le nombre des personnes em- ployées en 1907 a aug- menté de 4.919.210.
1895.	1.989.572	3.191.125	139.459	1.902.049	17.911	2.907.329	2.146.972	8.000.503	
1907.	1.870.261	3.200.282	187.074	2.714.661	29.033	4.937.927	2.086.368	10.852.873	
III. Commerce et transport (y compris hôtelleries et débits).									
1882.	676.238	1.013.981	26.531	271.170	463	54.557	708.232	1.339.708	Par rapport à 1882, le nombre des personnes em- ployées en 1907 a aug- menté de 2.001.324.
1895.	905.453	1.509.453	49.271	526.431	960	129.754	955.684	2.165.638	
1907.	1.204.737	2.056.916	76.366	888.931	2.828	395.185	1.283.931	3.341.032	
IV. Théâtres. Concerts. Musique et spectacles.									
1907.	21.936	29.657	2.712	41.423	115	13.826	24.763	87.906	Cette catégorie n'avait pas été comptée à part en 1882 ni en 1895.

On voit qu'en 1907, la différence EN PLUS du total des personnes occupées normalement par les entreprises industrielles et commerciales était, par rapport à 1882, de 7.095.133 travailleurs, ainsi répartis d'après les groupes des professions :

Personnes occupées en plus :

Par l'horticulture, l'élevage et la pêche.	86.693 personnes	
Par l'industrie, les mines et la construction.	4.919.210	—
Par le commerce, les transports, les hôtels et les débits.	2.001.324	—
Par les théâtres, concerts, musique et spectacles.	87.906	—

L'accroissement est, de 1882 à 1907, de presque 100 % (14.435.922 occupés en 1907 contre 7.340.789 en 1882), alors que l'augmentation de la population

au cours de cette même période n'a pas atteint 35 % (en 1882, 45.236.000 habitants contre 60.641.000 environ en 1907).

Je tiens cette comparaison pour très concluante, car elle fournit la preuve que, si rapide qu'ait été l'augmentation du nombre des habitants dans l'Empire allemand, l'augmentation du nombre des occupations normales et régulières a été considérablement plus rapide et plus importante.

Cette preuve, très forte, qu'aucune crainte venant des menaces de gêne économique due à la surpopulation n'était fondée, se trouve d'ailleurs corroborée par les constatations suivantes qui sont relatives aux accroissements de la consommation par tête d'habitant, et à la hausse des salaires quotidiens pendant la période qui va de 1879 à 1910.

Les salaires et la consommation des substances alimentaires. — Si l'activité pacifique des sujets de l'Empire avait réellement été contrariée par les nations concurrentes, les salaires auraient eu une tendance à s'immobiliser, sinon à baisser. Or, voici, d'après *Les Forces économiques de l'Allemagne*, des prix moyens de salaires journaliers qui indiquent la hausse de ces salaires au cours des dernières années :

Désignation des professions	Années	Salaires quotidiens moyens en marks	Années	Salaires quotidiens moyens en marks
Mineurs (charbonnages du district de Dortmund).	1890	3,98	1910	5,37
Maçons et charpentiers (Berlin).	1882	3,00	1908	6,75
Peintres en bâtiment (Berlin).	1888	3,50	1908	5,85
Appareilleurs (Berlin).	1883	3,50	1908	5,85
Menuisiers (Berlin).	1887	3,00	1905	5,00
Ouvriers des usines Krupp (Essen).	1880	3,19	1906	5,35

Un autre indice caractéristique de la prospérité générale d'une nation est l'accroissement de la consommation de substances alimentaires. L'ensemble de la population allemande a accru sa consommation des principales denrées alimentaires, de 1879 à 1910, dans les proportions considérables qu'indique le tableau suivant, tiré de l'étude publiée par la *Dresdner Bank*.

Désignation des substances alimentaires	Consommation par tête d'habitant — Moyennes annuelles (en kilos)		Taux de l'augmentation pour 100
	pendant la période de	pendant la période de	
	1879 à 1883	1906 à 1910	
Froment et seigle.	188,6	233,6	23,9
Pommes de terre.	337,7	608,0	80,0
Viande (en Saxe).	32,4	47,6	46,9
Sucre	6,1	17,6	188,5
Café-cacao-thé	2,5	3,6	44,0
Fruits du Midi (exotiques).	0,8	3,2	300,0
Sel	14,1	23,4	66,0

Donc le pouvoir d'achat des salaires gagnés par la masse des travailleurs allemands a progressé très sensiblement; le bien-être de l'ensemble de la population s'est accru d'une manière que ce tableau permet de mesurer.

Consommation des matières premières. — Quant à la prospérité générale, un indice, non moins probant que les deux que nous venons d'examiner, est l'accroissement de la consommation par tête d'habitant des matières premières nécessaires à l'industrie. De la même source nous tirons les renseignements suivants :

Désignation des matières premières industrielles	Consommation par tête d'habitant — Moyennes annuelles (en kilos)		Taux de l'augmentation pour 100
	pendant la période de	pendant la période de	
	1879 à 1883	1906 à 1910	
Houille	976,0	2.152,0	120,5
Lignite.	354,0	1.160,0	227,7
Fer brut.	66,0	200,5	203,8
Zinc, plomb, cuivre.	2,7	8,8	225,9
Coton	3,3	6,6	100,0
Pétrole.	8,5	14,6	71,8

Ces indices me semblent étayer solidement ma thèse.

D'autres s'ajoutent encore pour prouver que rien n'a contrarié l'essor économique du peuple allemand, que rien ne l'a empêché d'occuper sa place, une des meilleures places, au soleil.

Développement de la fortune privée et de l'épargne. — L'étude économique publiée par la *Dresdner Bank* et qui résume les données de statistiques officielles et les renseignements émanant des économistes allemands les plus notoires, proclame : « Depuis la fondation de l'Empire, la fortune nationale de l'Allemagne s'est considérablement accrue. On évalue cette majoration à 4 milliards de marks par an. 9 % des contribuables, en Prusse, paient l'impôt sur les fortunes dépassant la somme de 100.000 marks. Tandis qu'il y a vingt ans, sur 100 habitants de la Prusse, 30 payaient l'impôt sur le plus petit revenu imposable (1), le nombre des contribuables de cette catégorie s'élève à présent à 60 % de la population... »

En 1911, si nous nous en référons à cette étude, l'impôt sur les fortunes a été payé en Prusse :

Pour des fortunes de :	
Par 54,6 %	6.000 à 20.000 marks.
— 36,4	20.000 à 100.000 —
— 8,5	100.000 à 1 million de marks.
— 0,5	supérieures à 1 million de marks.

L'épargne. — Au point de vue de l'épargne, le tableau suivant (page 135) montre, d'après les relevés des *Annuaire officiels de statistique*, quelle a été,

(1) Le chiffre du revenu annuel au-dessus duquel le contribuable prussien est imposé est de 900 marks. Les communes peuvent être autorisées à percevoir aussi une taxe sur le revenu, généralement établie sous forme d'impositions additionnelles à l'impôt d'État; mais, à titre exceptionnel, cette taxe communale peut atteindre tous les revenus, par conséquent ceux au-dessous de 900 marks (Note de l'auteur).

au cours des sept dernières années mentionnées par ces documents, la progression des opérations des caisses d'épargne officielles ou privées.

ANNÉES	NOMBRE des livrets ou comptes	CAPITAUX des déposants (en milliers de marks)	VERSEMENTS opérés dans l'année (en milliers de marks)	INTÉRÊTS ACQUIS dans l'année (en milliers de marks)	RETRAITS OPÉRÉS dans l'année (en milliers de marks)
1912	22.979.254	18.679.973	5.248.706	578.878	4.973.851
1911	22.349.570	17.821.684	4.951.759	542.506	4.453.621
1910	21.531.034	16.780.568	4.548.950	504.549	3.946.397
1909	20.616.699	15.673.121	4.177.792	473.402	3.530.838
1908	19.845.329	14.552.555	3.549.491	441.811	3.357.449
1907	19.291.320	13.920.609	3.332.008	407.412	3.241.457
1906	18.658.460	13.411.271	3.257.729	383.177	2.907.060

Or, non seulement les classes laborieuses allemandes ont vu grossir, au cours des derniers vingt-cinq ans, et surtout au cours des dix dernières années, la masse de leurs capitaux d'épargne; mais encore, ce qui est plus démonstratif pour ma thèse, le total de leurs capitaux épargnés était devenu, dès 1910, sensiblement supérieur au total des capitaux des caisses d'épargne réunies de la France et du Royaume-Uni.

D'après *Les Forces économiques de l'Allemagne*, l'épargne possédait en 1910 : en Allemagne 16.780.568.000 marks, en France 4.514.500.000 marks et dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et Irlande (en 1909) 4.422.300.000 marks. Nous prenons toujours, pour ces comparaisons, les chiffres adoptés par les statisticiens allemands.

On voit que tous les précédents indices de prospérité économique du peuple allemand se trouvent confirmés par la majoration ininterrompue de la masse des capitaux épargnés.

Soit, pourront dire des contradicteurs allemands, nous avons bénéficié largement, tant en Allemagne que chez nos voisins, de notre activité industrielle, de notre organisation commerciale et de notre esprit d'entreprise. Mais, précisément à cause de nos méthodes de production, nous étions dans la nécessité d'exporter de plus en plus, de devenir, par conséquent, l'une des plus grandes nations maritimes. Et, chaque fois que nous avons voulu étendre notre activité sur les mers, nous assurer de nouveaux débouchés importants, la jalousie des nations rivales, particulièrement de l'Angleterre, a entravé, sinon empêché notre expansion. Si cette plainte — maintes fois répétée — était fondée, le taux d'accroissement du commerce extérieur de l'Allemagne

serait moins élevé que celui de ses grandes concurrentes maritimes : la Grande-Bretagne, les États-Unis et, si l'on veut, de la France.

Le commerce extérieur. — Or, voici, d'après les statisticiens qui ont rédigé l'étude de la *Dresdner Bank*, les taux d'accroissement, de 1891 à 1911 du commerce extérieur (importations et exportations) des trois nations considérées :

	En 1911 par rapport à 1891
Pour la Grande-Bretagne, il est de	65,9 %
— les États-Unis, il est de	69,8
— la France, il est de	105,1
— l'Allemagne, il est de	143,1

D'après les mêmes sources, pendant que le total des *exportations* de l'Allemagne passait de 3 milliards 175 millions de marks en 1891 à 8 milliards 106 millions en 1911, le total des *exportations* d'Angleterre, Écosse et Irlande passait de 5 milliards 51 millions de marks en 1891 à 9 milliards 264 millions de marks en 1911.

L'aveu que, fidèle aux doctrines libérales en matière commerciale, l'Angleterre avait ouvert librement aux Allemands ses marchés intérieurs et extérieurs est d'ailleurs facile à trouver dans les travaux de leurs principaux économistes au moment des projets de J. Chamberlain. Dans son ouvrage *Der Englische Imperialismus*, le professeur von Schulze-Gaevernitz établit que, si l'Angleterre avait admis ce néo-protectionnisme en rejetant le libre-échange, ou plutôt si la politique préconisée par Chamberlain, ou même celle de M. Balfour avait triomphé, le commerce allemand aurait subi un redoutable recul.

Marine de commerce. — Mais serrons encore la question et examinons, enfin, si le développement de la marine marchande allemande s'est trouvé gêné ou ralenti par la rivalité jalouse de l'Angleterre.

Le tableau suivant, copié à la page 25 de l'édition française des *Forces économiques de l'Allemagne*, démontre que là encore l'Allemagne a su prendre sa large place au soleil et qu'elle ne peut invoquer aucun motif de plainte.

TONNAGE DES NAVIRES MARCHANDS (net)	EN 1891	EN 1911	TAUX de l'accrois- sement du tonnage en 1911 par rapport à 1891	PART de chaque flotte marchande dans la marine de commerce mondiale	
				en 1891	en 1911
	(1 000 ton. de registre)		pour 100	pour 100	pour 100
De l'Allemagne	1.416,3	2.882,2	103,90	7,4	10,1
De la Grande-Bretagne.	8.933,5	12.240,7	37,00	46,8	43,0
De la France.	786,6	1.325,1	68,50	4,1	4,16

Ainsi l'augmentation soit du *tonnage* général, que l'Allemagne a pu

doubler dans ce laps de temps, soit du *taux de majoration* qui, pour l'Allemagne, est à peu de chose près égal aux taux réunis de l'Angleterre et de la France, soit enfin de *la part revenant à chaque flotte marchande* dans la marine de commerce universelle, a été nettement en faveur des entreprises maritimes allemandes, et il est évident que nulle part leur libre trafic n'a été gêné ni entravé jusqu'à l'ouverture des hostilités.

Progrès financiers. — L'expansion de l'Allemagne au point de vue des finances privées a été tout aussi rapide et importante, bien que les finances des divers États (et celles de l'Empire) aient pu, à certains moments, rencontrer d'assez grandes difficultés quant aux réalisations de leurs budgets.

Le nombre des établissements financiers et des banques (sans compter la Banque de l'Empire) ayant un capital d'au moins 50 millions de marks était, en 1912, de dix-neuf.

La Banque de l'Empire, fondée en 1876, et dont le capital est de 180 millions de marks, ressemble assez, comme rôle, sinon comme importance, à la Banque de France. Elle est dirigée par des fonctionnaires de l'État et ses principales opérations consistent en escompte d'effets de commerce sur deux signatures, en avances sur titres et en émission de billets de banque dont le montant, en période normale, doit être garanti, pour un tiers au moins, par des espèces ou des lingots. Cet établissement a servi à ses actionnaires, de 1876 à 1911, des dividendes dont la moyenne annuelle est de 6,92 %. Les bénéfices sont partagés avec l'État. De 1876 à 1911, les actionnaires ont reçu 336.400.000 marks et le Trésor 323.500.000 marks.

Il y aurait matière à d'intéressantes observations sur les bases qui servent à calculer la part de l'État dans les bénéfices et surtout sur la manière dont est chiffrée, depuis la guerre, l'encaisse or de la Banque; mais cela nous éloignerait trop de notre sujet.

En 1912 existaient en Allemagne plus de 3.500 maisons de banque privées, quelques-unes d'une réelle importance.

Les neuf grands établissements financiers de Berlin et les dix grandes banques dont le siège social est situé dans d'autres villes, traitent la plupart des affaires de crédit et d'émission de valeurs mobilières. Beaucoup d'entreprises industrielles et commerciales se trouvent ainsi — en Allemagne et même à l'étranger — dans la dépendance financière de ces banques. Par exemple la Dresdner Bank est représentée dans les conseils d'administration d'environ 200 sociétés anonymes par actions.

Afin de donner une idée précise du développement des grands établissements de banque en Allemagne, fonctionnant à côté de la Banque de l'Empire en 1912, nous en donnons l'énumération en faisant suivre leur titre de l'indication de leur capital social.

I. Établissements dont le siège est à Berlin.

	Millions de marks
1. Deutsche Bank.	200
2. Disconto-Gesellschaft.	200
3. Dresdner Bank.	200

	Millions de marks
4. Bank für Handel & Industrie	160
5. A. Schaaffhausenscher Bankverein	145
6. Berliner Handels-Gesellschaft	110
7. National-Bank für Deutschland	90
8. Commerz & Disconto-Bank	85
9. Mitteldeutsche Credit-Bank	60

II. Établissements dont le siège est dans d'autres villes allemandes.

1. Allgemeine Deutsche Credit-Anstalt	110
2. Rheinische Credit-Bank.	95
3. Rheinische-Westfälische Disconto-Gesellschaft.	95
4. Barmer Bankverein	88,75
5. Bergisch-Märkische Bank.	80
6. Essener Credit-Anstalt	72
7. Mitteldeutsche Privat-Bank.	60
8. Norddeutsche Bank	50
9. Pfälzische Bank	50
10. Schlesischer Bankverein	50

En plus de ces 19 grands établissements, il existait, en 1912, 139 autres banques allemandes dont le capital social était d'au moins 1 million de marks. L'ensemble du capital social des 158 banques, dont nous venons de parler, était en 1912 de 2.928.894.000 marks et leurs réserves atteignaient à la même époque 801.663.000 marks.

Les bénéfices nets de ces 158 banques pour l'exercice 1912 se sont élevés à 307.401.000 marks.

On voit que, là encore, la situation de l'Allemagne laborieuse était satisfaisante et prospère.

Cette impression est d'ailleurs confirmée quand, toujours en se référant aux statistiques allemandes, on examine l'importance du marché des valeurs mobilières. L'importance nominale des émissions de valeurs faites en Allemagne de 1883 à 1911 se totalise à près de 52 milliards 500 millions de marks (exactement 52.424.600.000 marks), dont environ 13 milliards (exactement 12 milliards 968 millions de marks) de valeurs étrangères.

Les bénéfices accusés par quelques-unes de ces entreprises sous forme de sociétés par actions ont été quelquefois modestes; mais, pour un nombre important, ils ont été, dans la période que nous examinons, tout à fait remarquables.

Pour les *fabriques de produits chimiques*, voici les dividendes distribués pour les deux exercices 1910 et 1911 :

Badische Anilin & Sodafabrik (au capital de 36 millions de marks) : 25 %.

Höchstes Farbwerke (au capital de 36 millions de marks) : 27 et 30 %.

Farbenfabrik Fried. Bayer & Co (au capital de 36 millions de marks) : 25 %.

Aktiengesellschaft für Anilin-Fabrikation (au capital de 14 millions de marks) : 20 %.

Trois autres sociétés de produits chimiques, d'importance comparable, au

capital de 4.300.000, 6 millions et 16.500.000 marks, ont donné des dividendes de 12 à 18 %.

Les *entreprises d'électricité* ont été presque toutes absorbées par deux groupes : l'*Allgemeine Elektrizitäts-Gesellschaft* et la Société Siemens et Halske. Elles ont distribué à leurs actionnaires des dividendes de 9 à 14 % tout en réalisant de forts amortissements et en constituant d'importantes réserves.

Les quatre principales *fabriques de machines* ont distribué de 12 à 25 %.

Les treize *compagnies de mines et de charbonnages*, dont le capital-actions se totalise à 775.300.000 marks, ont donné des dividendes variant entre 8 et 24 %.

Enfin les *compagnies de navigation maritime*, dont les trois principales sont : la *Hamburg-Amerika Paketfahrt*, de Hambourg, le *Nord-Deutscher Lloyd*, de Brême, et la *Hansa Dampfschiffahrt*, ont donné, la première 8 et 9 %, la seconde 3 et 5 %, et la dernière 19 et 15 % de dividendes.

* * *

Parvenu à la fin de mon exposé, j'espère avoir fait la démonstration que, dans les vingt-cinq ou trente années qui ont précédé l'agression de l'Allemagne, cette nation a bénéficié, parallèlement à l'accroissement de sa population, de progrès économiques si continus et si considérables, que ce fait réduit à néant l'assertion que les nécessités de leur existence obligeaient inéluctablement les Allemands à une guerre. Ils pouvaient continuer leur expansion sans conquête de nouveaux territoires, européens ou coloniaux. Dans son livre admirablement documenté et quasi prophétique, *Le Problème anglo-allemand*, publié en anglais en 1912, un professeur belge établi en Écosse, M. Saroléa, écrivait : « C'est aujourd'hui un lieu commun universellement accepté en Allemagne que l'Angleterre, de propos délibéré, a fait obstacle à l'expansion allemande ou, pour se servir d'une métaphore employée journellement par la presse populaire, *qu'elle a pris à l'Allemagne sa place au soleil...* » On a pu constater la valeur de cette affirmation allemande.

Le tableau que nous venons d'esquisser prouve encore qu'il est inexact que la jalousie de ses concurrentes, notamment de l'Angleterre, ait jamais entravé la libre action pacifique de la nation allemande sur terre ou sur mer.

La tendance innée du groupe german, développée sous l'influence prussienne, vers tous les monopoles et vers la prédominance, a fini par faire désirer, jusqu'à l'exaspération, à toute la nation, depuis l'Empereur et sa camarilla jusqu'à la bourgeoisie (autrefois libérale) et à la masse des ouvriers (qu'on croyait démocrate-socialiste), l'établissement, par la guerre, de la domination allemande, d'abord sur l'Europe et ensuite sur toute la terre.

Et nous avons constaté que cet appétit insatiable de domination, incompatible avec les idées d'égalité des droits et de justice, ne trouve pas même

l'ombre d'un prétexte dans une prépondérance numérique du groupe ethnique allemand sur les autres races européennes. Nous avons, surtout, reconnu quel puissant faisceau de preuves de l'entière liberté d'action économique dont les Allemands ont bénéficié se trouve constitué par les statistiques allemandes résumant leurs progrès industriels, commerciaux, maritimes, financiers, etc... Nous avons comparé l'importance de ces rapides progrès à l'augmentation de la population, et démontré que la quantité et la qualité du travail en Allemagne avaient augmenté dans des proportions beaucoup plus considérables que le nombre de ses habitants. Et nous avons vérifié que la masse plus grande des travailleurs allemands, ayant reçu de son labeur une rétribution plus considérable, avait pu, tout en bénéficiant de conditions d'existence matérielle très améliorées, tout en consommant infiniment plus, épargner des capitaux dont l'importance a notablement dépassé celle des épargnes en France et en Angleterre.

Dans toutes ces manifestations de son activité, nous avons enfin pu nous convaincre que l'avance de l'Allemagne sur ses concurrentes s'était de plus en plus accentuée, et que c'était avec raison que ses économistes et ses statisticiens déclaraient que les Allemands de l'Empire avaient atteint une ère de splendide développement économique.

A moins d'être follement insatiables, les industriels, les commerçants, les financiers allemands ne pouvaient donc que se tenir pour satisfaits des succès continuels de leurs entreprises, tant chez eux qu'à l'extérieur. Par suite de quelle aberration ont-ils pu se laisser halluciner par les hobereaux, les junkers et autres pangermanistes, et, par leur adhésion au parti impérialiste, le rendre maître de leur destinée et de celle de millions de travailleurs, alors que ce parti ne se cachait pas de vouloir la guerre?

C'est que certains, enivrés de leurs richesses si promptement acquises, ont cru qu'ils augmenteraient sans mesure leurs gains en ruinant ou supplantant les concurrents belges, français et anglais, si peu gênants qu'ils fussent. L'âpreté de ces incroyables convoitises s'étale dans le *Mémoire secret* que le chancelier de l'Empire a reçu des comités des six grandes associations industrielles et agricoles allemandes. Cet esprit de rapine s'est généralisé et est corroboré par le *Manifeste dit des annexionistes*, signé de professeurs et d'intellectuels allemands. Ces deux documents ne sont, en réalité, qu'un appel cynique et stupéfiant au vol à main armée, comme l'ont pratiqué les hordes barbares. La mentalité de leurs auteurs indique, chez des gens se disant civilisés, une effroyable régression vers le brigandage des temps anciens.

Telle est, malheureusement, la redoutable folie que l'influence de la noblesse de Prusse dans la culture allemande, que cinquante ans d'excitations et de mensonges pangermanistes, ont fini par inoculer à presque tous les cerveaux allemands.

C'est contre ce péril d'odieuse et mortelle domination que luttent héroïquement les braves des nations alliées. Nous sommes convaincu qu'ils vaincront. Mais, après la victoire, combien d'œuvres difficiles de reconstitution et d'apaisement resteront à accomplir?

L'une des plus délicates sera de convaincre, et les Allemands désillusionnés

et les peuples que leurs mauvais bergers auront envoyés nous combattre à leurs côtés, du néant des prétextes au moyen desquels on a réussi à les jeter contre nos alliés et contre nous; notamment, du mensonge relatif au refus de laisser, aux Allemands, comme à tous les peuples, leur place au soleil.

J'espère qu'un temps viendra où l'immense majorité de nos ennemis actuels se rendra compte qu'elle a été cyniquement sacrifiée, non à la réalisation d'un grand idéal national, mais aux intérêts matériels et à la féroce vanité d'une minorité infime de dirigeants réactionnaires.

Je souhaite que, grâce aux efforts suivis des hommes d'État et à l'action persévérante des publicistes des peuples alliés et des nations neutres vraiment indépendantes, la vérité soit connue de nos ennemis revenus à la raison.

Je souhaite qu'ils demandent compte aux fauteurs de la guerre, à ceux qui sont, avec eux mais avant eux, responsables de tant de vies sacrifiées, de tant de ruines irréparables, et de si déshonorantes atrocités, qu'ils leur demandent compte d'une accumulation de forfaits si monstrueuse que rien de ce qu'on pourrait imaginer comme châtiment ne sera jamais capable de l'expier.

De tels crimes peuvent-ils rester impunis? Ne doit-on pas aux mânes des millions de victimes d'en dénoncer et d'en poursuivre les auteurs?

Et si cette contribution, bien modeste, à la proclamation de la vérité vengeresse, pouvait inciter des orateurs ou des écrivains, des économistes ou des statisticiens, mieux qualifiés que moi, à poursuivre cette propagande nécessaire, ce serait, pour mon labeur, une magnifique récompense et, peut-être, pour mon cœur, le début de l'apaisement.

Gaston CADOUX.
